



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/AC.96/SR.547
23 octobre 2000

Original : FRANÇAIS

COMITÉ EXÉCUTIF DU PROGRAMME DU HAUT-COMMISSAIRE
DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

Cinquante et unième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 547ème SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mercredi 4 octobre 2000, à 10 heures

Président : M. KHORRAM (République islamique d'Iran)

SOMMAIRE

THÈME ANNUEL : HCR @ 50 : DE LA RÉPONSE AUX SOLUTIONS (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances du Comité exécutif seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.00-03178 (F)

La séance est ouverte à 10 h 15.

THÈME ANNUEL : HCR @ 50 : DE LA RÉPONSE AUX SOLUTIONS (A/AC.96/938) (suite)

1. M. MABALA (Observateur du Gabon) dit que les relations entre le HCR et son pays témoignent d'une longue et fructueuse coopération. Le Gabon, dont l'hospitalité est légendaire, est une terre d'asile reconnue en Afrique. Dans le souci de respecter ses engagements internationaux et de résoudre efficacement le problème des réfugiés et des demandeurs d'asile, il s'est doté d'un cadre juridique - la loi de 1998 portant statut des réfugiés en République gabonaise et trois décrets pris en application de cette loi - permettant de mieux harmoniser sa collaboration avec le HCR. En effet, havre de paix dans une région troublée, le Gabon est devenu un pôle d'attraction pour les demandeurs d'asile : à ce jour, le nombre des réfugiés enregistrés est de 17 500, soit 14,58 % de la population gabonaise, mais selon le Gouvernement, ce chiffre est certainement sous-évalué, car bon nombre de réfugiés sont hébergés chez l'habitant, et d'autres encore ont volontairement choisi la clandestinité. Une action menée en collaboration avec le HCR pour disposer d'une évaluation plus précise serait donc souhaitable.
2. Une question se pose quant au rapport entre le respect du droit d'asile et les politiques d'immigration : comment concilier l'octroi du droit d'asile et la maîtrise des flux migratoires ? À ce sujet, le Gabon est déterminé à explorer, avec l'appui et le soutien du HCR, la marge de manœuvre dont les États membres devraient disposer. Un important séminaire de vulgarisation sur la question se tient, au moment même, à Libreville, grâce à l'appui technique du HCR.
3. Chacun reconnaît que la situation des réfugiés et des personnes déplacées exige une mobilisation accrue de la solidarité internationale qui permette de parvenir à de meilleurs résultats et à des solutions adéquates. Le Gabon est reconnaissant à tous les pays amis et organisations non gouvernementales qui lui apportent leur concours. Dans le cas des flux de réfugiés consécutifs à des conflits armés, il considère qu'aucune solution durable et satisfaisante n'est possible sans une éradication totale des causes profondes qui les engendrent. À cet égard, il préconise le dialogue comme mode de règlement des conflits. L'attachement du Gabon à l'idéal de paix est une constante de sa politique étrangère et de sa diplomatie.
4. M. BOUPHA (Observateur de la République démocratique populaire lao) dit que malgré les résultats obtenus pendant l'année écoulée, où de nombreux États ont assumé leurs responsabilités humanitaires et contribué, en collaboration avec le HCR, à apporter une solution aux problèmes de réfugiés, il y a encore beaucoup de chemin à faire pour passer, selon le thème de la présente session du Comité exécutif, de la réponse aux solutions. En effet, il y a dans le monde quelque 22 millions de réfugiés, relevant de la compétence du HCR, auxquels il faudrait ajouter d'autres personnes déplacées, qui ont besoin de protection et d'assistance et sont, pour la plupart, d'innocentes victimes. Une analyse concrète de tous les aspects, complexes, de cette question s'impose donc.
5. Pour sa part, le Gouvernement lao a mené à bien sa politique humanitaire avec des ressources très limitées, mais une ferme volonté politique et beaucoup de détermination. Selon des procédures et un plan d'action adoptés lors de réunions associant la Thaïlande, le HCR et la République démocratique populaire lao, plus de 28 000 personnes sont revenues de Thaïlande, plus de 4 000 personnes d'autres pays (Allemagne, Chine, États-Unis, Japon) et plusieurs milliers de personnes déplacées sont rentrées chez elles par leurs propres moyens. Pour permettre l'installation réussie des groupes attendus, il est indispensable de préparer des emplacements,

qui constitueront ensuite une infrastructure économique et sociale durable. C'est là une tâche redoutable, qui exige que soit accordé un soutien extérieur, en particulier celui du HCR, comme l'engagement en a été pris à la dernière réunion tripartite de Vientiane.

6. M. NKURUNZIZA (Observateur du Burundi) déplore la disparition tragique de membres de la communauté humanitaire des Nations Unies et estime que la communauté internationale a le devoir de poursuivre leurs assassins comme criminels de guerre.

7. Les événements malheureux qui ont marqué le Burundi ont provoqué des déplacements massifs de populations, tant à l'intérieur que vers l'extérieur du pays. Il y a environ 550 000 réfugiés burundais, qui se trouvent presque exclusivement en Tanzanie, ainsi qu'un nombre presque égal de personnes déplacées à l'intérieur du Burundi. Ces chiffres n'incluent pas les populations qui étaient dans les sites de protection récemment démantelés. Grâce à l'Accord pour la paix et la réconciliation au Burundi récemment signé, le pays devrait s'acheminer vers une ère de paix et de véritable stabilité politique, socle de tout développement humain durable.

8. La signature d'un cessez-le-feu par le groupe rebelle, exigée par les chefs d'État de la région, entraînera certainement un retour massif de Burundais réfugiés. Pour les recevoir, le Gouvernement burundais élabore en coopération avec le système des Nations Unies un plan global opérationnel pour la période 2001-2002. Il s'agit avant tout de faciliter l'accueil, la réinstallation et la réinsertion des rapatriés.

9. Les femmes et les enfants, tant rapatriés que déplacés, constituent la majeure partie de la population sinistrée. Ils ont un immense besoin d'assistance et d'encadrement multidimensionnel. Le Burundi exhorte la Haut-Commissaire pour les réfugiés à leur réserver une attention toute particulière et salue l'initiative du Gouvernement canadien et de l'UNICEF qui viennent d'organiser à Winnipeg une conférence internationale sur les enfants touchés par la guerre à laquelle le Burundi a participé.

10. Le Burundi ne ménagera aucun effort pour que ses fils et filles réfugiés, où qu'ils se trouvent, regagnent leur patrie pour y contribuer à l'édification d'une société nouvelle. Il demande aux pays de la sous-région, à l'OUA et à l'ONU, signataires de l'Accord de paix, de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour obtenir que les rebelles signent un cessez-le-feu.

11. M. BANGURA (Observateur de la Sierra Leone) tient à remercier le HCR des efforts et des sacrifices qu'il n'a cessé de consentir depuis que le conflit a éclaté en Sierra Leone, en mars 1991.

12. En dépit de la violation de l'Accord de paix de Lomé par le Front révolutionnaire uni, en mai 2000, le Gouvernement sierra-léonais n'a pas perdu l'espoir et la confiance suscités par cet accord. Toutefois, il s'inquiète du risque d'escalade du conflit dans les pays voisins : Guinée et Libéria. Si ce risque prenait corps, une crise humanitaire pourrait s'ensuivre dans toute la sous-région. La Sierra Leone, qui doit déjà faire face à la lourde charge que représentent l'octroi d'une assistance d'urgence à ses propres réfugiés rapatriés et personnes déplacées, ainsi que la réinstallation et la réintégration de ces groupes, craint de voir cette charge s'alourdir encore si des populations fuyant le Libéria et la Guinée devaient venir chercher un havre sûr dans son territoire. Elle lance donc un appel au HCR et à la communauté internationale tout entière pour qu'ils empêchent toute aggravation du conflit au Libéria et en Guinée, et contribuent à restaurer la paix et la sécurité dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

13. Par ailleurs, il est indispensable d'insister sur les liens de complémentarité existants entre assistance humanitaire d'urgence et programmes de développement à long terme en Sierra Leone; faute de tels programmes, en effet, le rapatriement en cours des réfugiés y serait voué à l'échec. Enfin, bien que les personnes déplacées ne relèvent pas du mandat du HCR, la Sierra Leone demande à ce dernier de prendre en considération la situation de 1,3 million de personnes qui sont dans ce cas en Sierra Leone et ont besoin de la même assistance que les réfugiés pour assurer leur réinstallation et leur réintégration. Les neuf années de guerre que les rebelles ont infligées à la Sierra Leone y ont entièrement détruit l'économie. Il faut donc aider à la reprise de l'activité économique par des projets de développement communautaires, et cela ne peut se faire sans aide, au moins dans un premier temps.

14. En Sierra Leone, une commission nationale est chargée de coordonner les plans et opérations de rapatriement et de réintégration des réfugiés sierra-léonais. Renforcer les capacités de cette commission contribuerait donc dans une large mesure à la poursuite des objectifs d'action humanitaire et de consolidation de la paix dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest, qui sont communs à tous.

15. M. WRENCH (Royaume-Uni) s'associe à la déclaration faite par le représentant de la France au nom de l'Union européenne. Le Royaume-Uni rend hommage au HCR pour tout ce qu'il a accompli pendant son demi-siècle d'existence, et tient à exprimer la peine et la colère que lui cause la mort récente de quatre membres du personnel du HCR, tués alors qu'ils s'acquittaient de leurs devoirs humanitaires.

16. Le cinquantième anniversaire du HCR est une bonne occasion pour faire le point : constater que le monde a changé, prendre la mesure de ce que la communauté internationale a accompli, réaffirmer les principes qui ont guidé son action et surtout réfléchir aux moyens qui permettraient de traduire ces principes en actes de la meilleure façon possible. Le Royaume-Uni se félicite donc des consultations mondiales lancées par le HCR et de l'évaluation indépendante de ses travaux au Kosovo qu'il a fait entreprendre.

17. Les objectifs énoncés en 1950 ont gardé toute leur importance : il ne faut ménager aucun effort pour protéger les réfugiés et les aider à trouver le moyen d'assurer leur avenir. Il n'en reste pas moins qu'en 50 ans, comme cela est dit dans le document traitant du thème annuel, des changements majeurs se sont produits. Le Royaume-Uni espère que les consultations mondiales aideront à trouver les réponses adéquates aux difficultés que ces changements ont créées - à définir un régime de protection qui permette d'identifier rapidement ceux qui en ont besoin et de les aider, mais permette aussi de résister à ceux qui voudraient en bénéficier indûment. Le Royaume-Uni, avec les autres États membres de l'Union européenne, a réaffirmé récemment son engagement à l'égard du droit d'asile. Toutefois, si l'on veut faire davantage pour ceux qui ont vraiment besoin d'un refuge, il faut accepter d'examiner la question de l'asile dans son ensemble. À l'heure actuelle, nombre de pays, dont le Royaume-Uni, consacrent trop de temps et d'argent à traiter des demandes d'asile dénuées de fondement et à lutter contre les agissements des trafiquants. Il faut supprimer ce déséquilibre. Cela pose, certes, des questions difficiles, mais ce sont d'importantes questions, auxquelles il est dans l'intérêt de tous que soient apportées les réponses idoines.

18. M. REGONESSA (Observateur de la République centrafricaine) dit que les questions de migrations et de réfugiés ont sans aucun doute marqué le début du présent millénaire, plaçant la responsabilité de la communauté internationale et des États ainsi que le rôle du HCR au cœur

du débat sur les réponses à apporter à de multiples sollicitations. Fidèle à sa politique légendaire d'hospitalité dans la sous-région, la République centrafricaine continue d'accueillir des réfugiés, grâce aux précieux concours, coordonnés par le HCR, de donateurs auxquels elle tient à rendre hommage. Apporter une réponse rapide au problème des réfugiés est un devoir pour tous, étant donné le sort tragique qui est celui des femmes et des enfants dans les camps improvisés, inhospitaliers et dangereux.

19. Les liens étroits existant entre les conflits et les déplacements forcés de populations ne sont plus à démontrer, et les gouvernements sont désormais davantage conscients de la nécessité de les résoudre rapidement, non pas seulement en Afrique mais ailleurs aussi. Or, on ne saurait résoudre le problème des réfugiés sans mettre fin aux conflits qui contraignent les populations à fuir, et les conflits eux-mêmes ne trouveront pas de solution si les problèmes essentiels de partage du pouvoir ne sont pas correctement abordés. Dans certaines régions de l'Afrique, la gestion des ressources naturelles – pétrole, diamants, bois – semble être la préoccupation majeure de tous, au détriment du bien-être de la population. Aujourd'hui, chacun s'accorde à reconnaître qu'il n'y a pas de mécanisme efficace de résolution des conflits en Afrique et que, surtout, certaines parties aux conflits reçoivent ouvertement des soutiens de certains gouvernements. Ce qui s'impose, en Afrique comme ailleurs, c'est un programme de reconstruction. La situation des États subsahariens, dont la République centrafricaine, est des plus précaires, sur le plan de la sécurité comme sur le plan économique, et les donateurs et bailleurs de fonds devraient en tenir compte lorsqu'ils octroient une aide au développement de ces pays.

20. M. SIMKHADA (Observateur du Népal) se joint aux délégations qui ont précédemment condamné les actes de barbarie perpétrés à l'encontre de membres du personnel du HCR.

21. Le choix du thème annuel "HCR @ 50 : de la réponse aux solutions" est des plus pertinents, et le document qui lui est consacré constitue une excellente base pour les réflexions et délibérations du Comité exécutif.

22. Pendant les 50 années écoulées, on a assisté à une augmentation phénoménale de la population réfugiée du monde. Les conflits interétatiques ou internes, les luttes ethniques, les différends territoriaux, les interventions extérieures, entre autres, ont provoqué des flux massifs de réfugiés qui ont eux-mêmes eu de graves conséquences pour le tissu politique et culturel et la structure socioéconomique des pays touchés. Ces dernières années, la tâche du HCR a été compliquée encore par la nécessité d'apporter des réponses rapides dans des situations de conflit, tout en travaillant à des solutions durables aux problèmes propres aux réfugiés qui vivent de longue date dans des camps, par la nécessité d'apporter une aide en plein conflit armé et par l'augmentation du nombre des acteurs internationaux intervenant dans la réponse aux crises humanitaires. Son engagement à l'égard des principes de l'asile, de la protection des réfugiés et du rapatriement librement consenti est, pour le HCR, un défi redoutable, alors que des ressources en diminution compromettent sa capacité d'intervenir en cas de crise. Il appartient à la communauté internationale de continuer d'aider les pays hôtes, en particulier les pays en développement et les moins avancés d'entre eux, à assurer les soins et l'entretien des réfugiés. Le Népal se félicite de la visite qu'il a reçue de la Haut-Commissaire au début de mai, qui a comporté une visite des camps de réfugiés bhoutanais dans la partie orientale du Népal. Pendant les 10 années écoulées, le Népal a accordé l'asile à plus de 100 000 réfugiés venus du Bhoutan, ce qui représente pour lui un lourd fardeau, et la visite de la Haut-Commissaire a été un important événement pour eux. La seule question qui se pose en ce qui les concerne est de savoir

ce que la communauté internationale est disposée à faire pour contribuer au règlement de leurs problèmes.

23. À l'aube du XXI^e siècle, alors que le niveau des connaissances et du savoir-faire atteint des sommets, il y a encore des êtres humains forcés de mener une vie de réfugié sans aucune dignité, loin de la sécurité de leurs foyers, dans des camps souvent situés en terre étrangère. On a parfois demandé pourquoi l'homme était si inhumain pour l'homme. On a dit aussi que le défi le plus redoutable auquel le monde devrait faire face au XXI^e siècle serait de résoudre les contradictions créées par la coexistence d'une économie toujours plus géocentrique et des politiques toujours plus ethnocentriques. Les cas de la Bosnie-Herzégovine, du Rwanda-Burundi et du Kosovo sont venus le rappeler avec violence. Dans un monde où l'interdépendance est désormais de règle, les valeurs de tolérance, de coexistence et de pluralisme sont essentielles.

24. M. POE (Observateur du Libéria) déplore profondément la disparition de quatre fonctionnaires du HCR au Timor oriental et en Guinée. Il se félicite en revanche que, fidèle à sa volonté d'assurer la protection du personnel humanitaire, le Gouvernement libérien ait contribué à la libération de Mme Djeya, collaboratrice du HCR enlevée lors d'une mission en Guinée en septembre 2000, ainsi qu'à celle, au début de l'année, de plus de 500 soldats des Nations Unies retenus en otage en Sierra Leone. Le Libéria et le HCR entretiennent une étroite collaboration, qu'illustre par exemple le récent appel lancé par le Gouvernement au HCR en faveur du rapatriement des ressortissants libériens souhaitant quitter la Guinée. Le Gouvernement guinéen étudie actuellement la demande d'autorisation d'évacuation des citoyens libériens désireux de retourner dans leur pays. Il n'a à ce jour pas donné de réponse. Dans le même temps, le comté de Lofa, au nord du Libéria, subit pour la troisième fois en deux ans les assauts de dissidents guinéens, ce qui entrave gravement à la fois les activités du HCR au Libéria et les efforts de rapatriement. Dans ce contexte, les Gouvernements du Libéria, de la Guinée et de la Sierra Leone ont convoqué le Conseil de sécurité de l'Union du fleuve Mano pour étudier les problèmes de sécurité qui se posent dans ces trois États et prié le Conseil de sécurité de l'ONU de placer des observateurs aux frontières du Libéria avec la Guinée et la Sierra Leone. Désireux de trouver une solution durable à cette situation préoccupante, le Gouvernement libérien souhaiterait que le HCR prolonge de 12 mois son programme de rapatriement des ressortissants libériens, mobilise des ressources pour maintenir, et même développer, ses activités au Libéria et, compte tenu des soupçons qui pèsent sur les actuels arrangements de l'Union du fleuve Mano, fournisse un soutien matériel et financier pour la mise en place d'un nouveau conseil de sécurité de cette Union. Il s'engage, quant à lui, à faire en sorte que le HCR puisse mener ses activités sans aucune entrave au Libéria.

25. M. CHIKUNI (Observateur du Malawi) se félicite, au nom de sa délégation, d'avoir une fois encore été invité à assister au Comité exécutif du HCR, instance malheureusement toujours d'actualité, tant il est vrai que les conflits armés, la mauvaise gestion des affaires publiques et les violations des droits de l'homme continuent à créer des flux de réfugiés dans le monde entier. Le Malawi a le plus grand respect pour les travailleurs humanitaires – raison pour laquelle il condamne les attaques dont ils font l'objet dans les termes les plus énergiques – ainsi que pour les initiatives de paix du système des Nations Unies dans son ensemble. Ayant ratifié la Convention des Nations Unies de 1951 et le Protocole de 1967, ainsi que la Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, le Malawi tient à assurer le HCR de sa pleine coopération dans le domaine de la protection des réfugiés. Il travaille d'ailleurs actuellement à la levée des réserves que prévoit sa loi nationale de 1989

sur les réfugiés, de façon à garantir sur son sol les mêmes droits et opportunités aux réfugiés et aux autres nationaux étrangers établis dans le pays.

26. Mme AL HAJJAJI (Observatrice de la Jamahiriya arabe libyenne) est fière que son pays, fort d'une relation privilégiée avec les principales puissances africaines, ait assuré de nombreuses médiations pour régler des crises, notamment dans la Corne de l'Afrique et dans la région des Grands Lacs, et ait été l'un des premiers à fournir une aide aux victimes de ces crises. Les travailleurs humanitaires sur le terrain peuvent attester du fait qu'ils ont toujours travaillé côte à côte avec les ONG libyennes pour aider leurs frères africains. Les Africains réfugiés sur le sol libyen bénéficient d'ailleurs non seulement d'une bonne infrastructure, mais également des mêmes droits que les citoyens libyens eux-mêmes. Et c'est parce que le Gouvernement libyen est conscient de son devoir humanitaire qu'il travaille actuellement à l'élaboration d'un mémorandum d'accord avec le HCR. La société civile libyenne est également de plus en plus sensibilisée dans ce domaine, comme le montrent le nombre important d'ONG créées récemment et les multiples initiatives de coopération avec des organisations humanitaires internationales. Enfin, Mme Al Hajjaji tient à dire combien elle est choquée par les incidents graves qui se produisent dans la ville sainte de Jérusalem et dans les territoires palestiniens occupés, notamment les assassinats délibérés, les massacres et les violations flagrantes des droits de l'homme, les atteintes aux lieux saints et les tirs sur les fidèles perpétrés par les autorités d'occupation israéliennes, qui ont entraîné dans le passé et continuent d'entraîner une augmentation du nombre de réfugiés et déplacés. Ces incidents exigent de l'ONU, de ses organismes et des institutions spécialisées qu'ils adoptent une position ferme et condamnent clairement cette violation de la légalité internationale, du droit international humanitaire, du droit relatif aux droits de l'homme et des quatre Conventions de Genève de 1949.

27. M. MUKALAY (République démocratique du Congo) remercie personnellement la Haut-Commissaire, dont les nombreuses visites dans son pays montrent à quel point elle est sensible à ses problèmes. Il est vrai que la République démocratique du Congo est dans une situation très difficile. De nombreux ressortissants se sont réfugiés dans les pays limitrophes après l'agression injuste et en violation flagrante du droit international dont le pays a été victime et, depuis quelques semaines, 100 000 personnes ont engagé une nouvelle vague d'émigration, pour se retrouver dans des conditions très difficiles en République du Congo voisine, où ils ont besoin d'urgence de l'aide du HCR et des pays amis. Malgré cet exode, la République démocratique du Congo est aussi un pays d'accueil, pour plus de 300 000 ressortissants étrangers. Elle est surtout un vaste pays, entouré par neuf voisins, au carrefour de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Pour qu'elle puisse jouer pleinement son rôle humanitaire dans cet environnement complexe, il faudrait que le bureau du HCR à Kinshasa abrite une direction régionale. Il faudrait en outre œuvrer à la prévention des conflits. Il ne peut y avoir d'humanitaire sans recherche de solution politique. Dans ce domaine, M. Mukalay attend des vieilles démocraties qu'elles montrent l'exemple.

28. M. VAHABZADA (Observateur de l'Azerbaïdjan) tient à rendre hommage à Mme Ogata, qui est devenue une figure emblématique des Nations Unies et avec qui il a eu le grand honneur de travailler, ainsi qu'à lui témoigner sa reconnaissance pour le soutien qu'elle a apporté à l'action du gouvernement de son pays en faveur des réfugiés et déplacés. Il est néanmoins surpris qu'il ne soit pas fait état, dans le rapport du HCR sur le thème annuel, de la situation de l'Azerbaïdjan, qui détient pourtant le triste record mondial de la plus importante population déplacée, près d'un de ses habitants sur huit étant déplacé ou réfugié. Il regrette qu'alors même que les conflits perdurent, l'attention de la communauté internationale s'amenuise, conduisant à une réduction

du volume de l'aide fort préjudiciable aux victimes de déplacements forcés. Une conférence internationale tenue en mai 2000 à Bakou avec la participation du Président azerbaïdjanais et des représentants de nombreuses organisations internationales a d'ailleurs conclu que les déplacés et les réfugiés avaient autant besoin d'aide que par le passé, et qu'ils continueront à en avoir besoin tant qu'ils n'auront pas pu réintégrer leur lieu de résidence permanent. L'orateur saisit cette occasion pour s'insurger contre un accord de coopération conclu le 5 septembre 2000 entre le régime fantoche de la région azerbaïdjanaise occupée du Haut-Karabakh et le Gouvernement arménien, qui rend impossible le retour chez eux des déplacés azerbaïdjanais et qui, en prévoyant d'augmenter en 10 ans de 300 000 personnes la population de la région, anéantit toute perspective de règlement pacifique du conflit armé. La responsabilité en revient entièrement au Gouvernement arménien, qui a enfreint les obligations qui sont les siennes aux termes de la Convention de Genève pour la protection des victimes de guerre dont l'article 49 proscriit la déportation ou le transfert par une puissance occupante d'une partie de sa population civile dans le territoire occupé par elle. De tels actes sont également constitutifs de crimes de guerre en vertu de l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Au nom du Gouvernement azerbaïdjanais, l'intervenant lance un appel au Comité exécutif pour qu'il prenne toutes les mesures qui s'imposent dans le cadre de son mandat afin de prévenir tous actes empêchant les réfugiés et déplacés d'exercer leur droit inaliénable au retour.

29. M. BIABAROH-IBORO (Observateur de la République du Congo) fait observer que l'actualité rappelle une fois encore le problème de la sécurité du personnel humanitaire et déplore à cet égard que le budget du Haut-Commissariat ne soit pas à la hauteur des exigences de la protection et de l'assistance humanitaires. Il en appelle à la bonne volonté des donateurs, notamment pour les ressortissants de son pays réfugiés à l'étranger et pour les populations étrangères réfugiées dans son pays. En ce moment même, en effet, des dizaines de milliers de personnes fuyant les combats en République démocratique du Congo viennent chercher refuge en République du Congo où les autorités, aux prises avec les problèmes de la reconstruction, ne peuvent leur apporter qu'une assistance et une protection limitées, et où le besoin d'assistance internationale se fait donc cruellement sentir.

30. Mme KASINGO (Namibie) dit qu'alors que le HCR compte 50 années d'existence, le monde, et en particulier l'Afrique, est toujours frappé par des conflits entraînant des flux insupportables de réfugiés et de déplacés. Ainsi, depuis 1999 et en raison des combats en Angola, la Namibie a dû accueillir près de 14 000 réfugiés. Fort heureusement, elle a bénéficié de l'aide des États-Unis d'Amérique, de la Suisse, des Sociétés danoise et finlandaise de la Croix-Rouge et d'autres organismes dans ses efforts en faveur de ces personnes en détresse. Devant un tel constat, il est clair que l'on doit réfléchir au niveau des régions, des continents et de la planète tout entière à une politique globale de règlement et de prévention des conflits. Enfin, Mme Kasingo réaffirme l'engagement du Gouvernement namibien en faveur de la cause des réfugiés. Elle en accueille d'ailleurs un certain nombre venus même de pays non limitrophes, attirés par la stabilité politique de la Namibie et par le traitement que celle-ci leur accorde, lequel est conforme à la Convention des Nations Unies de 1951 et au Protocole de 1967 ainsi qu'aux principes directeurs de la Convention de l'OUA de 1969, et a encore été amélioré en 1999 avec l'adoption d'une loi sur la reconnaissance des réfugiés.

31. U ZAW TUN (Observateur du Myanmar), évoquant le problème des ressortissants du Myanmar installés en Thaïlande, affirme qu'il faut établir une distinction très nette entre ceux d'entre eux qui ont obéi ce faisant à une motivation purement économique et les membres et sympathisants de l'Union nationale karen (KNU) ainsi que leur famille, qui ont été amenés

à quitter le pays pour une toute autre raison. Dans le premier cas, il s'agit de réfugiés économiques qui ont été tolérés par la Thaïlande et tentent aujourd'hui de rentrer au Myanmar. Mais le Gouvernement est tenu de leur en refuser l'accès en vertu de la législation en vigueur. En revanche, il autorise le retour des anciens combattants de la KNU dès lors qu'ils acceptent de déposer les armes et leur accorde même une assistance pour faciliter leur réinsertion dans la vie civile. Les prétendus étudiants qui sont soutenus depuis l'étranger appartiennent eux aussi à cette deuxième catégorie. L'orateur rappelle à ce titre que chaque État est libre de légiférer à sa convenance sur la question de l'immigration économique et que les activités internationales entreprises pour aider les réfugiés et les personnes déplacées ne doivent pas porter atteinte à la souveraineté des États. C'est donc au Myanmar et à la Thaïlande de régler ensemble les problèmes évoqués ci-dessus dans un esprit de coopération et de compréhension mutuelle.

32. M. PETÖCZ (Observateur de la Slovaquie) remercie Mme Ogata de s'être consacrée pendant de nombreuses années à des tâches humanitaires d'une grande complexité et appuie les recommandations qu'elle-même et le Secrétaire général de l'ONU ont formulées dans leurs discours d'ouverture respectifs, estimant en effet que le HCR doit mettre la sécurité du personnel humanitaire au premier rang dans l'ordre de ses priorités.

33. Les migrants sont toujours plus nombreux à affluer vers les pays de l'Union européenne, y compris vers l'Europe centrale, et l'accord de Schengen signé en 1985 comme la Convention de Dublin de 1990 devraient inciter les États intéressés à renforcer leur coopération en la matière dans les domaines politique, économique ou juridique. De son côté, la Slovaquie s'efforce depuis plusieurs années de régler les problèmes liés à l'octroi du droit d'asile sur son territoire et de fournir une assistance aux réfugiés, et cette volonté s'est illustrée avec l'accueil provisoire de 2 000 ressortissants de Bosnie-Herzégovine dans les années 90 et la promulgation, en 1996, d'une loi sur les réfugiés, amendée depuis lors, qui consacre pleinement les principes de la Convention des Nations Unies de 1951 et le Protocole de 1967. Grâce à l'appui du HCR, qui l'a épaulée dans ces différents domaines, la Slovaquie peut aujourd'hui se targuer d'avoir atteint le niveau des États démocratiques développés d'Europe en matière de protection des réfugiés.

34. M. AL-DOURI (Observateur de l'Iraq) félicite Mme Ogata pour son action admirable dans le domaine humanitaire et appelle l'attention sur les effets tragiques, à tous les points de vue, de l'embargo cruel que les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni font peser sur l'Iraq depuis août 1990 et qui entraîne d'importants mouvements de population. En effet, selon les chiffres fournis par le HCR, il y aurait aujourd'hui 130 000 réfugiés en Iraq. Le HCR est présent dans de nombreux camps du pays mais le budget qu'il consacre à l'Iraq est très limité et, en tout cas, proportionnellement bien inférieur à celui qui est affecté à un autre pays du Moyen-Orient. Qui plus est, en Iraq, au mépris de la logique qui prévaut partout ailleurs, les réfugiés sont souvent mieux lotis que les citoyens irakiens eux-mêmes, car ils reçoivent une assistance du HCR en sus de la carte de rationnement ordinaire. L'Iraq invite donc instamment le HCR à dénoncer l'embargo, qui entraîne des mouvements massifs de population.

35. Enfin, l'orateur condamne fermement la répression et la guerre cruelle qui visent le peuple palestinien et qui ont déjà fait de nombreuses victimes, notamment des femmes, des enfants et des personnes âgées. Il exprime l'espoir que le Comité exécutif condamnera les violences, organisées, dirigées à l'encontre de ce peuple à l'instigation de groupes sionistes.

36. M. GIORGIS (Observateur de l'Érythrée) salue le dévouement de Mme Ogata en faveur des réfugiés et exprime la profonde tristesse de sa délégation quant aux crimes récents commis

à l'encontre du personnel du HCR. L'orateur est heureux de l'évolution du HCR, qui semble maintenant viser le développement à long terme au-delà de l'action humanitaire d'urgence et s'efforce de trouver des solutions globales et durables au problème des réfugiés. Cependant, pour concrétiser cet objectif, il conviendrait de mettre sur pied des structures propres à renforcer la coordination entre les parties prenantes et à promouvoir la paix et la sécurité aux plans national et international. Par ailleurs, il faut se garder d'exclure des catégories entières des opérations humanitaires d'urgence et de l'aide au développement. Au contraire, l'assistance doit être fournie aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays comme aux réfugiés et viser aussi bien les pays d'accueil que les pays de retour ou ceux au sein desquels des mouvements de population importants ont eu lieu. En effet, tous ces pays jouent un rôle considérable du point de vue humanitaire, souvent aux dépens de leur santé économique et sociale.

37. Après un passé tourmenté, l'Érythrée a de nouveau été le théâtre d'une grave crise humanitaire qui a poussé plus d'un million d'habitants à quitter leurs foyers, que ce soit vers d'autres régions du pays ou d'autres États, ce qui a retardé la mise en application du plan de rapatriement volontaire devant permettre aux Érythréens réfugiés au Soudan depuis la guerre d'indépendance de rentrer chez eux. Malgré les difficultés, le Gouvernement a fait de son mieux pour améliorer la situation des citoyens érythréens, si bien que les réfugiés ou déplacés ont été nombreux à regagner leurs foyers spontanément dès la cessation des hostilités. La question des réfugiés de longue date n'a pas non plus été abandonnée et devrait enfin être réglée avec l'aide du HCR et du Soudan, État qui collabore pleinement avec l'Érythrée sur cette question par le biais de sa Commission pour les réfugiés. La situation de l'Érythrée reste cependant extrêmement précaire, et l'intervenant appelle la communauté internationale à fournir d'urgence une assistance généreuse à son pays et à allouer des fonds au HCR pour qu'il puisse y poursuivre sa tâche.

38. Mme NASCIMBENE DE DUMOND (Argentine) s'associe aux louanges déjà adressées à Mme Ogata pour la féliciter de son œuvre au sein du HCR et condamne avec énergie l'assassinat de fonctionnaires du HCR en poste au Timor occidental et en Guinée. L'oratrice rappelle à cet égard que la sécurité des fonctionnaires des Nations Unies et du personnel humanitaire préoccupe au plus haut point l'Argentine, qui a tiré parti de son passage à la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU, en février 2000, pour lancer le débat sur cette question au sein de cet organe et a encore fait entendre sa voix sur le sujet à l'occasion du Sommet du millénaire. Devant l'augmentation des risques encourus, l'oratrice se félicite de la disposition du Statut de Rome de la Cour pénale internationale qui prévoit que les actes de violence visant le personnel humanitaire seront considérés comme des crimes de guerre et appelle à l'adoption de mesures concrètes, notamment de nature juridique, pour assurer la sécurité des intéressés.

39. Rappelant que la notion de droit d'asile était déjà définie dans plusieurs instruments régionaux latino-américains antérieurs à la Convention des Nations Unies de 1951, l'oratrice précise que l'Argentine, qui a une longue tradition en matière d'accueil, entend célébrer dignement le cinquantième anniversaire de la Convention par plusieurs manifestations publiques. Elle se félicite par ailleurs de l'initiative lancée au sein du Marché commun du Sud (MERCOSUR) en vue de l'harmonisation de la législation relative à la protection internationale dans la région et appuie la proposition du HCR quant à l'organisation d'une consultation internationale sur ce sujet.

40. M. AMAT FORÉS (Observateur de Cuba) exprime sa reconnaissance à Mme Ogata, qui n'a jamais relâché ses efforts ni failli à ses principes dans son action visant à relever les grands défis relatifs aux réfugiés, alors même que les ressources matérielles et financières

lui faisaient défaut. Depuis la visite de la Haut-Commissaire à Cuba en mai dernier, les liens entre le pays et le HCR se sont renforcés. Cependant, le HCR devrait augmenter le niveau de l'assistance destinée aux nombreux réfugiés d'Afrique et d'Amérique latine présents sur l'île, le Gouvernement peinant en effet à assumer pleinement cette charge étant donné les difficultés économiques que le pays connaît du fait de l'embargo.

41. L'orateur souligne également que les pays pauvres du Sud sont les premiers concernés par le problème des réfugiés. Cette situation, simple reflet d'un ordre international inéquitable, ne peut être réglée que par une action bilatérale et multilatérale débouchant sur des engagements concrets. Par ailleurs, il faut veiller à conserver au HCR un caractère purement humanitaire et apolitique et appliquer à la lettre les principes établis dans son Statut, les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, la Convention des Nations Unies de 1951 et le Protocole de 1967, d'autant plus que la distinction entre migrants économiques et réfugiés a perdu de sa netteté. De même, il faut s'en tenir strictement aux principes en vigueur s'agissant de l'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, une assistance qui doit être fournie à la demande du Secrétaire général de l'ONU ou des organes compétents seulement, et pour autant que l'État considéré y consente.

42. Mme PARPAROVA (Observatrice de la Bulgarie) souscrit à la déclaration faite au nom de l'Union européenne par le représentant de la France. Elle rappelle que lorsque a éclaté la crise des réfugiés en Europe du Sud-Est, la Bulgarie, en tant que pays de premier accueil, a accordé une protection humanitaire temporaire à tous les demandeurs d'asile arrivés sur son territoire. Le Gouvernement bulgare est même allé jusqu'à prendre en charge un camp de réfugiés situé en Macédoine, conscient que la stabilité des Balkans, l'avenir des accords de Dayton et l'avènement d'une société multiethnique au Kosovo dépendent du règlement du problème des réfugiés. À cet égard, la Bulgarie sait gré au HCR et à l'Union européenne de l'avoir aidée à mener à bien son plan d'amélioration des structures d'accueil des réfugiés. Grâce à l'aide du HCR, l'Académie de police bulgare a mis en place le premier centre de formation aux droits des réfugiés dans la région, qui a déjà accueilli 1 000 agents de police. En conclusion, Mme Parparova tient à informer le Comité exécutif de l'entrée en vigueur depuis 1999 de la loi bulgare sur les réfugiés, qui reprend les normes les plus élevées de la législation européenne relative à la protection des réfugiés.

43. M. CHOLPONKUL (Observateur du Kirghizistan) dit que la session en cours revêt une très grande importance pour son pays, car elle coïncide avec le cinquantenaire du HCR, organisation qui a tant fait pour la création d'un système international de protection des réfugiés. Pour sa part, le Gouvernement kirghize a poursuivi ses efforts en faveur des réfugiés et des autres catégories de migrants. C'est ainsi que des décrets définissant la politique nationale concernant les processus migratoires ont été adoptés tandis que sera bientôt examiné un projet de loi sur les réfugiés, tous textes qui permettront de jeter les bases juridiques de la protection des réfugiés. À cet égard, le Gouvernement compte sur l'aide et l'appui du HCR et de l'Organisation internationale des migrations (OIM).

44. En dépit de ses difficultés économiques, le Kirghizistan continue de rechercher des solutions durables au problème des réfugiés tadjiks. Il existe d'ailleurs entre les deux pays un projet d'accord portant sur une procédure simplifiée d'octroi de la nationalité. Sur le plan de la sécurité, le Kirghizistan fait l'objet d'incursions de bandes d'extrémistes religieux, qui se multiplient à mesure que s'intensifie la guerre en Afghanistan. Le Gouvernement sait gré au HCR de l'aider à établir un contrôle aux frontières, mais souhaiterait qu'il s'implique

davantage dans le domaine de la prévention. M. Cholponkul se félicite de la décision prise de poursuivre le processus de la Conférence de Genève sur les problèmes des réfugiés, déplacés et rapatriés dans les pays de la CEI et invite le HCR à favoriser ce processus. Son pays pense que le règlement des problèmes communs aux pays d'Asie centrale doit être envisagé dans une perspective régionale. En conclusion, M. Cholponkul rappelle que le Kirghizistan reste disposé à recevoir, à intégrer et à protéger les réfugiés, mais qu'il est tributaire de l'appui que la communauté internationale est prête à lui apporter.

45. M. BETANCOURT RUALES (Observateur de l'Équateur) dit que le moment est venu de mener une réflexion sur les activités entreprises par le HCR et sur les défis qui l'attendent au cours du prochain millénaire. En ce qui concerne le bilan, il ne fait guère de doute que le HCR s'est convenablement acquitté de son mandat lié à la protection internationale des réfugiés et à la recherche de solutions durables à leurs problèmes. S'agissant des défis, il conviendrait que le HCR poursuive sa coopération avec d'autres organismes humanitaires ayant la même vocation, aux fins de la mise en œuvre de stratégies permettant de secourir immédiatement toutes les personnes qui ont besoin d'une protection. La création d'un tel partenariat permettra au HCR d'améliorer son efficacité opérationnelle et de donner des gages de sécurité à son personnel, qui travaille dans des conditions réellement dangereuses. En ce qui concerne la solidarité internationale, il convient d'aider les pays en développement, car ce sont eux qui sont le plus touchés par les crises de réfugiés. En conclusion, M. Betancourt Ruales sait gré au HCR d'avoir aidé son pays à apporter une aide humanitaire aux personnes déplacées vers la frontière septentrionale de l'Équateur.

46. Mme NEGRU (Observatrice de la République de Moldova) dit que le récent assassinat de fonctionnaires du HCR, qui a soulevé une vive émotion dans son pays, ne doit pas jeter une ombre sur la session en cours, qui revêt une très grande importance car elle coïncide avec le cinquantenaire du HCR. La coopération entre cette organisation et son pays, commencée en 1995, s'est intensifiée en 1997, avec l'ouverture d'un bureau du HCR à Chisinau. Les nombreuses activités de sensibilisation menées par ce bureau ont fait que les réserves et les réticences du Gouvernement moldove se sont peu à peu estompées, au point qu'aujourd'hui l'idée d'une adhésion de la République de Moldova à la Convention des Nations Unies de 1951 n'est pas aussi improbable qu'il y a cinq ans. Les différentes actions menées par le HCR en République de Moldova ont aujourd'hui porté leurs fruits : un projet de loi sur les réfugiés vient d'être élaboré et devrait être adopté au cours de la session parlementaire en cours. Le Gouvernement envisage aussi de créer une autorité nationale chargée des problèmes des réfugiés, mais, en raison de ses difficultés financières, il est amené à solliciter l'aide du HCR et de la communauté internationale pour mener à bien ce projet.

47. En attendant la mise en place d'un cadre réglementaire, le Gouvernement moldove, appliquant le principe du non-refoulement, cherche activement des solutions aux problèmes des demandeurs d'asile et des réfugiés sur son territoire. Le Ministère de l'intérieur a mis en place un système centralisé d'enregistrement des réfugiés et s'apprête à délivrer des cartes d'identité spéciales aux demandeurs d'asile. Malheureusement, il doit faire face à un certain nombre de problèmes qui ne dépendent pas de lui, notamment les séquelles du conflit militaire de 1992. De plus, la république anticonstitutionnelle et autoproclamée de Transdniestrie continue d'être le principal obstacle au règlement des problèmes de migrations illégales. Du reste, la perméabilité de la frontière orientale du pays est la principale raison de la réticence du Gouvernement moldove à adhérer à la Convention des Nations Unies de 1951. Tout en reconnaissant l'aide apportée par le HCR aux personnes déplacées, le Gouvernement moldove est d'avis que seule

une application stricte des décisions du Sommet d'Istanbul de l'OSCE concernant le retrait des troupes et des armements russes de l'est du pays contribuera de manière sensible à un contrôle efficace des flux de migrants illégaux vers cette région. Il convient également de se pencher sur le conflit gelé de la Transdnistrie et de faire respecter les normes internationales applicables aux personnes déplacées. En conclusion, Mme Negru souhaite que le Comité exécutif tienne compte de ce qui précède lors de l'adoption du budget-programme du HCR pour l'exercice 2001.

48. M. KRISAFI (Observateur de l'Albanie) souhaite mettre en exergue l'action menée par le HCR durant la grande crise humanitaire au Kosovo, lorsque environ 1 million d'Albanais ont été chassés de chez eux. Cette crise a également été riche d'enseignements, en ce qu'elle a montré comment le HCR devrait coopérer avec d'autres organisations, les gouvernements donateurs et tous les acteurs humanitaires face à des situations d'urgence. Aujourd'hui, les efforts de coopération et de coordination dans le domaine de l'action humanitaire et de la reconstruction se poursuivent, sous l'égide du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est. La coopération actuelle entre le HCR et les autorités albanaises porte essentiellement sur l'exécution de projets à impact rapide, qui visent à remettre en état les infrastructures et à renforcer les capacités locales. En outre, le HCR, en étroite collaboration avec le Gouvernement albanais, l'OIM, l'OSCE et le Conseil de l'Europe, contribue à la recherche de solutions au problème du transit par l'Albanie de demandeurs d'asile, de réfugiés, de victimes de la traite d'êtres humains, etc. Un autre domaine de coopération a trait à la modernisation de la législation pertinente, en particulier la loi relative à l'asile. En conclusion, M. Krisafi souligne la détermination de son gouvernement à aider le HCR à relever les défis qui l'attendent.

49. M. GUILLEN (Observateur du Pérou) dit que la première réflexion que lui inspire le thème de la session en cours est que le HCR, depuis sa création, a vu son mandat s'élargir en raison des nombreuses crises qui se sont succédé et qui, dans le contexte de la mondialisation, prennent des formes nouvelles et complexes. Aujourd'hui plus que jamais, seul le strict respect de l'ordre juridique international peut permettre de lutter contre l'arbitraire et l'égoïsme. Parallèlement, la très grande interdépendance qui résulte de la mondialisation exige de tous les membres de la communauté internationale qu'ils conjuguent leurs efforts et mettent en commun leurs ressources pour résoudre des problèmes dont la portée est dorénavant internationale. C'est pourquoi la délégation péruvienne accueille favorablement l'appel lancé par le HCR, tendant à l'organisation de consultations spéciales destinées à promouvoir la pleine application de la Convention des Nations Unies de 1951. Elle appuie sans réserve cette initiative et est déterminée à contribuer de manière constructive à ce dialogue.

50. M. Guillen est d'accord avec le HCR sur la nécessité, pour résoudre les problèmes de réfugiés, de coupler l'aide humanitaire au développement durable. En effet, l'aide au développement est indispensable si l'on veut s'attaquer aux raisons profondes qui poussent les réfugiés à fuir leur pays. Des mesures préventives s'imposent, dont les plus importantes ont trait à la promotion, à la protection et à la jouissance effective des droits de l'homme. Il ne faut pas pour autant oublier que c'est essentiellement dans les pays pauvres qu'éclatent les crises qui provoquent des exodes massifs de population et que ce sont eux qui, en même temps, doivent accueillir des flux toujours plus importants de réfugiés. Il convient donc de les aider à éliminer les causes de ces crises et à retrouver la stabilité politique et sociale.

51. M. MADI (Observateur de la Jordanie) dit que l'on ne pourra résoudre les problèmes de réfugiés qu'en s'attaquant à leurs causes profondes au moyen d'actions multiformes, consistant à la fois à répondre aux besoins fondamentaux des réfugiés, à favoriser leur rapatriement

et à prévenir de nouvelles tragédies. Pour sa part, la Jordanie, bien que n'étant pas signataire de la Convention des Nations Unies de 1951 ni du Protocole de 1967, est disposée à continuer à apporter son aide aux réfugiés, conformément aux principes énoncés dans ces deux instruments. C'est pourquoi elle n'a jamais refoulé un seul demandeur d'asile, fait attesté par le HCR. Cela dit, les bailleurs de fonds doivent aider les pays en développement qui, en raison des crises de réfugiés, font face à des problèmes écologiques et démographiques, à des pressions sur leurs infrastructures et à des menaces sur leur stabilité. Le Gouvernement jordanien ne peut que se féliciter de la coopération dont il a bénéficié de la part du HCR en ce qui concerne les réfugiés palestiniens. À cet égard, M. Madi rappelle que 1,5 million de réfugiés palestiniens ont transité par la Jordanie et que les retombées de cette crise se font encore sentir. En conclusion, il tient à souligner les souffrances endurées par le peuple palestinien à cause des violences perpétrées par Israël, que le Comité exécutif se doit de condamner.

La séance est levée à 13 h 5.
